



HAL
open science

L'île Maurice dans les années soixante : un survol

Jocelyn Chan Low

► **To cite this version:**

Jocelyn Chan Low. L'île Maurice dans les années soixante : un survol. *Revue historique des Mascareignes*, 2002, Les années soixantes dans le Sud-Ouest de l'océan Indien : La Réunion, Madagascar, Maurice, Mayotte, 04, pp.7-15. hal-03454014

HAL Id: hal-03454014

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03454014>

Submitted on 29 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Île Maurice dans les années soixante : un survol

Jocelyn Chan Low
Université de Maurice

« Un profond pessimisme ». Telle est l'impression qui se dégage du constat que fit le Colonial Office de la situation à l'île Maurice à la veille de l'indépendance du pays : crise économique avec une démographie galopante, un taux de chômage record et, en perspective, une chute drastique du niveau de vie comme quasi-certitude - crise financière aiguë nécessitant le recours à une aide d'urgence de l'ordre de £ 4,3 m de la Grande Bretagne - crise sociale marquée de vives tensions interethniques dans un pays où le sentiment national brillait surtout par sa faiblesse (« Never has a British colonial territory gone forward to indépendance by such a slender margin » faisait remarquer le gouverneur, Sir John Rennie, au sujet du vote en faveur de l'indépendance) et surtout, selon le Colonial Office, une classe politique dépassée et déphasée par rapport aux réalités locales^[1].

On n'est guère surpris par l'avis de ce haut fonctionnaire britannique à Tim Taylor, aujourd'hui Chief Executive de la Compagnie Rogers, qu'il n'y avait guère d'avenir pour l'île Maurice^[2], cette « *overcrowded barracoon* »^[3] de V.S. Naipaul. Dans un article rédigé au début des années soixante-dix, ce dernier écrivait : « *No one has yet devised, or attempted to devise, a political philosophy for these independent island-barracoons ; and it may be their problems defy solution. The French, with their strange imperial-linguistic dreams, have made the nearby island of Reunion a department of France. Of what country can Mauritius be a department ?* »^[4].

En effet, le thème des difficultés liées au surpeuplement est omniprésent dans la littérature journalistique et scientifique de l'époque sur l'île Maurice. Dès 1953 des études avaient été entreprises sur le sujet^[5]. Et, selon J. Walker, le cas de l'île Maurice fut largement utilisé par nombre d'organismes privés et gouvernementaux comme

[1] PRO CO FCO32/280, Mauritius Independence Bill. House of Lords. Brief n° 1, General Political Background. 29 novembre 1967.

[2] Week-End, 21 juillet 2002.

[3] V.S. Naipaul (1972), *The Overcrowded Barracoon* and other articles.

[4] Ibid. p. 270.

[5] « Report of the Committee on Population, 1953-1954 », *Sessional Paper 4* of 1955 ; The Luce Report, « A time for decision. A statement by the government of Mauritius », *Sessional Paper 8* of 1958 ; Titmuss R.M. & Abel-Smith B., assisted by Lynes T., *Social Policies and Population Growth in Mauritius* ; Meade J.E et al., « *The Social and Economic Structure of Mauritius* », *Sessional Paper 7* of 1961.

l'exemple extrême de ce qui devrait arriver aux deux tiers de l'Humanité^[6]. Certes, le fait dominant de la période de l'après-guerre est la forte poussée démographique résultant de l'éradication du paludisme - cause d'environ 3 000 décès par an en moyenne jusque là - grâce à l'utilisation du DDT ainsi que l'amélioration des services de santé publique. Cette chute du taux de mortalité est accompagnée par un véritable « baby-boom ». Et dans l'espace d'une génération la population de l'île va doubler. Si la population globale de Maurice se chiffrait à 419 185 en 1944 et 501 200 en 1952, par contre elle atteint le chiffre de 681 619 en 1962 et 850 968 en 1972^[7]. Et le rapport Luce soulignait que de 1950 à 1954 le taux de reproduction à l'île Maurice - 44 p. 1 000- était l'un des plus élevés du monde^[8].

Cependant certains ont vu dans le discours autour de la surpopulation à la malthusienne une construction idéologique par des groupes « vulnérabilisés » par la confirmation, à travers le suffrage universel, du pouvoir des Hindous, plus nombreux et plus prolifiques⁸. Comme le souligne B. Lehembre au moment où le concept faisait son apparition à l'île Maurice, la densité de l'île s'élevait à 315 habitants par km² - densité sans commune mesure à l'île de Malte, Hong Kong ou encore Singapour et Macao (entre 4 000-17 000 habitants au km²)^[9].

Et en fait, Maurice entame très vite sa transition d'une situation démographique ancienne, caractérisée par une fécondité et une mortalité élevées, à une situation démographique moderne, caractérisée par une fécondité et une mortalité faibles. Les chiffres officiels révèlent un net déclin de l'accroissement de la population à partir de 1964. Le taux de croissance passe, en effet, de 3,0 % en 1963 à 2,8 % en 1964, 2,4 % en 1965, 2,3 % en 1966 et 1,7 % en 1967, la cause principale étant non pas l'accélération de l'émigration mais une baisse sensible du taux de fertilité. La natalité passe de 39,9 p. 1 000 en 1963 à 38,1 p. 1 000 en 1964, 35,5 p. 1 000 en 1965, 35,3 p. 1 000 en 1966 et 30,4 p. 1 000 en 1967^[10].

Le contrôle des naissances avait été l'une des priorités du gouvernement mauricien. Selon R. Titmuss aucune alternative ne se présentait autre que l'action, immédiate et soutenue, pour développer des politiques, sur une échelle la plus grande possible, destinées à ralentir le taux d'accroissement de la population^[11]. Et en 1957 une association non-gouvernementale, le *Mauritius Family Planning Association* vit le jour. Pourtant les initiatives du gouvernement visant à encourager le contrôle des naissances rencontra l'opposition formelle des diverses religions, dont l'Église catholique, à l'usage de méthodes contraceptives « artificielles ». Certes en 1963, sur l'initiative de l'église catholique, « *l'Action Familiale* » fut créée. Cependant, comme le soulignent J. et J.-P. Durand, il y a controverses sur les causes de cette baisse du taux de natalité. En effet, de leurs propres aveux, les associations pour le contrôle des nais-

[6] Walker J. (1964), *Overpopulation in Mauritius: A survey*, In *Geographical Review*. Cité par Vuddamalay (1993): Les mécanismes de structuration du mouvement migratoire mauricien en France, Thèse de doctorat, Ecoles des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris p. 131.

[7] Census of 1972.

[8] The Luce Report, op. cit. p. 1.

[9] Lehembre B. (1984), *L'île Maurice*, pp. 74-95.

[10] Economic Planning Unit: Report on the Economy of Mauritius in 1967 n° 17 of 1967, p. 1.

[11] Titmuss R., op. cit. p. 248.

sances ne s'adressaient qu'à 10 % des femmes^[12]. En fait, il faudrait y ajouter la détérioration du niveau de vie et, en conséquence, les mariages plus tardifs.

Néanmoins, contrairement aux prédictions alarmistes, à la fin de la décennie, l'accroissement de la population se fait déjà au ralenti. Cependant il est vrai que le décollage démographique de l'après-guerre aura de profondes incidences sur le développement socio-politique et économique du pays. La pression sur les services sociaux, le *capital equipment* et les ressources naturelles, est dramatique dans une île où le sucre (et ses dérivés) représente 97 % des exportations^[13] – « *ce sucre qui... provient de la culture d'une superficie qui n'atteint même pas 180 000 acres.* »^[14]. Comme le souligne M. Paturau, « *la formule économique magique d'une tonne de sucre produite annuellement par tête d'habitant ne pouvait plus s'appliquer car bientôt la population mauricienne atteindrait le million tandis que le sucre allait se heurter au mur des 70 000 tonnes, superficie cultivable oblige* »^[15]. En outre, en raison de la chute du cours de cette denrée sur le marché mondial, l'accroissement de la production locale ne pouvait être envisagé.

Le rapport Luce faisait déjà ressortir en 1958 que « *as organized at present, the Mauritius economy is unable to provide work for 31,000 persons or 15 per cent of the total available for work.* »^[16]. Le rapport constatait que 26,6 % des chômeurs avaient moins de 21 ans et soulignait que chaque année plus de 10 000 personnes entrèrent sur le marché du travail mais avec de très faibles chances de trouver un emploi. En outre, avec l'accroissement du taux de scolarité, suite à l'expansion du nombre des écoles primaires et l'ouverture d'établissements secondaires privés, entre autres, à travers le pays, nombre de ces chômeurs seraient lettrés, voire des « diplômés » du « *School Certificate* ». Or, comme le faisait ressortir le rapport Ward dès 1941, le système d'éducation était extrêmement désarticulé dans la mesure où dans un pays essentiellement agricole elle n'offrait qu'une éducation académique, passeport pour un *white-collar job*^[17], institutionnalisant le mépris pour le travail manuel, déjà associé dans la conscience collective à l'esclavage^[18]. Comme le faisait ressortir J.E Meade « *To obtain a pass in order to qualify for a job as a government clerk is the ambition of every Indian cane-cutter's son* »^[19]. Or, comme le soulignait R.W.Luce, « *Of the children taking, or hoping to take, secondary education school courses leading to white collar jobs, only one in eight has any hope of finding such a job in Mauritius* »^[20].

Dans leurs commentaires sur le rapport les autorités du pays firent ressortir l'urgence des réformes : « *Unless within the next few years effective action is taken to contain the situation illuminated in the Luce Report, it is inevitable that the combination of idle, half-educated youth, falling living standards with intensifying poverty, and increasing taxation will bring Mauritius to the point of no return* »^[21].

[12] Durand J et JP (1975), op. cit., pp. 26-27.

[13] Economic Planning Unit, *Report...*, op. cit. p. 8.

[14] Marrier d'Unienville, N., *L'œuvre étonnante des Mauriciens*, p. 125.

[15] Paturau, M., *Histoire économique de l'île Maurice*, p. 223.

[16] The Luce Report, ...op. cit. p. 2.

[17] *Report on Education in Mauritius*, by W.E.F Ward, 1941.

[18] Meade, J.E., « Population explosion, the standard of living and social conflict », in *The Economic Journal*, n° 306, Vol. 48, June 1967, p. 243.

[19] Ibid.

[20] The Luce Report, ...op. cit. p. 2.

[21] Ibid.

C'est ainsi qu'en 1959 le gouverneur, Colville Deverell, fit appel à R.M. Titmuss et B. Abel-Smith de la London School of Economics, et ensuite à J.E Meade de l'université de Cambridge pour conseiller les autorités sur les meilleures options possibles pour le pays. Les réformes introduites dans les années soixante furent largement inspirées des deux rapports qui y furent soumis^[22].

Qualifié de « *rapport économique le plus important pour l'île Maurice des cinquante dernières années* »^[23], le rapport Meade non seulement mettait l'accent sur le contrôle des naissances mais forçait les Mauriciens à réfléchir sur les alternatives au sucre. Le rapport soulignait la nécessité d'une politique de diversification économique à travers l'encouragement de cultures autres que le sucre (thé, tabac, aloès etc....), le développement du secteur touristique et surtout l'industrialisation^[24]. Il est vrai que les auteurs se montraient timorés par rapport à l'industrialisation qu'ils concevaient surtout selon le modèle de « *import-substitution* ». Et pour l'exportation ils ne voyaient pas plus loin que La Réunion et Madagascar. Mais déjà en 1963 une publication du gouvernement mauricien sur la politique industrielle du pays soulignait clairement qu'il ne saurait être question de nationaliser les industries existantes ou à venir de même que le principe de libre transfert des profits et du capital investi dans ces industries était acquis^[25].

D'autres mesures incitatives furent introduites, telles les exonérations fiscales de 5 à 8 ans, l'octroi de certificats de développement garantissant un régime fiscal spécial, et l'allègement des droits de douane sur les matières premières importées. En 1965 la Banque de Développement fut créée pour venir en aide aux entrepreneurs.

Mais le bilan de la décennie fut mitigé. Meade et les autorités s'étaient montrés trop optimistes en ce qu'il s'agit de la diversification agricole. Certes, l'industrie du thé connaît un certain décollage, créant un certain nombre d'emplois. En effet, la production de thé passe de 1 274 060 en 1961 à 2 190 242 en 1967^[26]. Mais le secteur théier reste fragile en raison de la chute du cours de cette denrée et de la rude compétition sur le marché mondial. Quant à l'industrie du tabac, la production reste stagnante. En outre, l'industrie locale ne pouvait prétendre trouver un créneau sur le marché international^[27]. Au niveau des cultures vivrières et de l'élevage de même qu'au niveau de la pêche, la production reste limitée, malgré les efforts du ministère de l'agriculture et des ONGs telle l'Association des jeunes fermiers. Certes, comme préconisé par Meade, un Agricultural Marketing Board fut créé dans le but de garantir les agriculteurs non-sucriers contre les fluctuations dans les prix. Mais au début des années soixante-dix, les cultures vivrières n'occupent que 1,6 % des terres mauriciennes, alors que les importations de produits alimentaires représentent près du tiers des importations totales du pays, pesant considérablement (avec les produits laitiers et la viande) sur la balance des paiements^[28]. Certains ont imputé cette désarticulation de l'économie à l'oligarchie sucrière qui, tout en reconnaissant l'importance de la diversification agricole, s'oppo-

[22] Ramgoolam S., « Mauritius and its problems », in *Commonwealth Journal*, vol. 9, n° 4, august 1966, p. 142-144.

[23] Paturau M., *Histoire économique...* op. cit. p. 223.

[24] Meade J.E., et al., *The Economic and Social Structure...* op. cit.

[25] *The policy of the Government of Mauritius towards the encouragement of industry*, Sessional Paper n° 2 of 1963.

[26] Economic Planning Unit, Report on the economy of Mauritius in 1967, op. cit. p. 15.

[27] *Ibid.* p. 16.

[28] Durand J et J.-P., 1975, op. cit. p. 75.

sa farouchement à ce que celle-ci se fasse au détriment de la canne à sucre et « *que la superficie sous canne soit réduite pour faire place à d'autres cultures* »^[29]. On comprend cependant la crainte de réduire la production globale de sucre, principale source de revenus du pays. Comme l'écrivait Guy Sauzier en 1966 « *Mauritius is almost a classic example of a small Colonial economy, far too dependent on a single crop for its own good, but forced to continue because world economics make it impossible to diversify production profitably* »^[30].

Cependant, Guy Sauzier écrivait dans le même article « *I have great faith in tourism as one of the most realistic ways of increasing our invisible exports and helping the economy* »^[31]. En effet, le nombre de touristes passa de 1500 en 1953 à 10033 en 1964 pour atteindre 14814 en 1967, faisant du secteur touristique le deuxième *foreign-exchange earner* après le sucre^[32]. En 1959, le *Mauritius Government Tourist Office* fut créé pour développer le secteur mais, comme le souligne M. Paturau, le développement de ce secteur reposa sur la vision d'un homme, Amédée Maingard de la Ville-ès-Offran, directeur de Rogers & Co, qui créa en 1953 la Compagnie Mauritius Hotel Ltd^[33]. Ce dernier fut aussi à l'origine de la création de la compagnie nationale d'aviation, Air Mauritius, en 1965 - compagnie qui joua un rôle déterminant dans l'essor du secteur touristique. En effet, en dépit de ses atouts indéniables (*sun, sea and sand*, l'hospitalité d'une population pluriethnique, etc.), Maurice était handicapée par son éloignement. Cependant les liaisons aériennes de plus en plus fréquentes vont faire sortir l'île de son isolement. Et l'on note une corrélation directe entre le nombre de places avions disponibles et le nombre de touristes séjournant dans l'île^[34]. Mais l'industrie du tourisme n'en est qu'à ses balbutiements et n'est pas encore un grand pourvoyeur d'emplois.

Le bilan de la première phase d'industrialisation n'est guère brillant non plus. En 1966 W. A Hopkin faisait ressortir « *so far there has been no considerable development of manufacturing industry in Mauritius, leaving aside the sugar industry... The measures so far taken by the government for the encouragement of secondary industry have not been powerful enough to overcome these severe handicaps* »^[35]. Et en 1967 il n'y avait que 7 500 personnes travaillant dans des entreprises employant plus de 10 personnes^[36]. Il est vrai que de 1963 à 1967, 61 certificats de développement avaient été octroyés à divers entrepreneurs pour la fabrication de produits allant de la margarine, des aérosols, du papier, de la bière, aux matériaux de construction. Mais ces initiatives visaient à approvisionner le marché local en produits de substitution afin de restreindre les importations. Ainsi le premier certificat de développement fut alloué à la *Mauritius Breweries Ltd* pour alimenter le marché en bière locale. Deux années plus tard, la bière mauricienne, Phoenix, à laquelle s'était ajoutée la Stella Pils avait effectivement supplanté les marques importées^[37]. Et en 1966, la *Food and Allied Industries*

[29] M. Paturau dans Prosi, avril 1971.

[30] Sauzier, G., « The bitter economic problems of the sugar island of Mauritius », *Commonwealth Journal*, vol. 9, n° 4, august 1966.

[31] Ibid.

[32] Economic Planning Unit, op. cit. p. 18.

[33] Paturau, M., *Histoire économique...*, p. 228.

[34] Ibid. p 187.

[35] Hopkin, W. A., « Policy for Economic Development in Mauritius: objectives and principles », Sessional Paper 6 of 1966

[36] Economic Planning Unit, op. cit. p. 8.

[37] Nagapen, A., (1996), Histoire de la colonie. Isle de France, Ile Maurice. 1721-1968, p. 166.

Ltd fut créée. Se consacrant tout d'abord à la production de poulets, elle va se diversifier dans d'autres opérations agroalimentaires au fil des années^[38].

Mais, malgré des *success stories* indéniables, le marché local se révéla trop restreint pour un véritable *take-off* de l'industrialisation à l'île Maurice. A la fin de la décennie, il fallait repenser toute la stratégie d'industrialisation mise en place jusque là. Et en 1969, quelques visionnaires mauriciens, dont E. Lim Fat, professeur à l'université de Maurice, et M. Paturau, vont préconiser l'institution d'une zone franche manufacturière selon le modèle de Taiwan et de Hong Kong. C'est ainsi qu'en 1970 le *Export Processing Zone Act* fut voté. Les bases étaient jetées pour le décollage de l'EPZ mauricien qui, tirant profit de l'accord de Lomé, fut l'instrument primordial pour résorber le chômage dans l'île dans les années soixante-dix et 80 autant qu'elle fut la pierre angulaire d'un modèle de développement qui fit le succès de l'île Maurice.

Cependant, dans les années soixante, pour des milliers de jeunes Mauriciens, la perspective de trouver un emploi se faisait de plus en plus difficile, l'industrie sucrière ayant atteint le taux de saturation et les nouveaux secteurs n'en étant qu'à leurs balbutiements. Ainsi en 1965 on estimait le nombre de chômeurs à 20000 – chiffre qui devrait atteindre 36500 en 1970 selon les estimations – une situation de *mass unemployment*^[39]. Pour nombre de Mauriciens, l'émigration était la seule voie de sortie. Infirmiers dans les hôpitaux de Londres, sans papiers à Paris, ouvriers en Australie... tel fut le destin de nombreux compatriotes. En effet, de 1961 à 1970, le nombre d'émigrants a été estimé à 24387^[40].

Si de 1961 à 1965 le rythme est assez lent, on note une nette accélération à partir de 1965, à mesure que s'aggravent les difficultés socio-économiques et politiques. Et un Ministère de l'émigration fut créé pour trouver des débouchés aux candidats au départ. En 1960 une délégation ministérielle explora les possibilités d'émigration au Brésil, en Guyane Britannique et au Honduras Britannique. Mais les terres d'accueil resteront la France, la Grande Bretagne et l'Australie et, dans une moindre mesure, l'Afrique du Sud. A noter que les destinations variaient souvent en fonction des ethnies. L'Australie pratiquant la discrimination raciale au niveau de sa politique d'immigration à l'encontre de ceux visiblement d'origine asiatique ou africaine, ces derniers se tournaient vers la Grande Bretagne ou la France. L'élite de couleur en général se tournait vers l'Australie alors que des franco mauriciens trouvaient refuge en Afrique du Sud. Il faut ajouter que les différentes ethnies étaient inégalement représentées dans ce mouvement migratoire. En effet, les groupes minoritaires, se sentant vulnérabilisés par l'ascension politique des indo mauriciens, étaient sur-représentés^[41].

Mais en général « *the young men hang around, sometimes for years, waiting for their careers to begin*^[42]... *In Mauritius it always comes to this: jobs, employment, a use of hands, something to do* »^[43]. Avec la chute du niveau de vie, résultat d'une crise économique aggravée par l'impact des cyclones dévastateurs sur la colonie (Alix

[38] Ibid. p. 167.

[39] Meade J.E., (1967), *Population explosion, the standard of living...* op. cit.

[40] Dinan, M., (1985), *Une émigration éclatée. Analyse de l'émigration mauricienne, 1960-1982*, p. 14.

[41] Vuddamalay, V., (1993), op. cit., p. 147.

[42] Naipaul, V.S., op. cit. p. 259.

[43] Ibid., p. 258.

et Carol en 1960, Béryl en 1961, Jenny en 1962 et Danielle en 1964), la situation deviendra explosive. A partir de 1966 les rapports de Police font état de manifestations de plus en plus fréquentes de jeunes chômeurs réclamant du travail ; manifestations qui dégénéraient quelque fois en violentes émeutes. Ainsi le 8 février des chômeurs de Goodlands décidèrent de marcher vers Port Louis pour réclamer du travail avant d'être dispersés à Belle Vue Harel. Le 21 février, 400 chômeurs manifestèrent devant le bureau de l'emploi à Rose Hill, lapidant les bureaux du gouvernement ; le 5 septembre, des chômeurs obstruèrent la voie principale à Curepipe. Le 27 octobre des chômeurs, après avoir manifesté à Mahebourg, décidèrent de se rendre à Curepipe. Après trois jours et deux nuits de marche ils firent un sit-in sur la rue principale avant d'être arrêtés^[44]. Le 14 décembre 1970 plus de 300 chômeurs se rendirent au Bureau de l'emploi de Pamplemousses. Informés qu'il n'y avait pas de jobs vacants, ils mirent le bureau à sac^[45], etc.

La crise économique et sociale ne pouvait qu'aggraver les tensions inter-ethniques dans le pays. L'exacerbation des rivalités interethniques est souvent le résultat d'une situation de crise économique qui rend plus aiguë la compétition pour des ressources limitées chez les élites et autres notables, entraînant la mobilisation des masses populaires derrière des partis à caractère ethnique.

A l'île Maurice, la démocratisation des structures politiques depuis 1947 entraîne progressivement une ethnicisation à outrance des enjeux politiques, l'oligarchie sucrière tentant de rallier les minorités ethniques, vulnérabilisées, contre « l'hégémonie hindoue ». Dans ce contexte, des dérapages étaient prévisibles. Surtout que la société insulaire restait essentiellement pluraliste^[46], avec une grande spécialisation économique des divers groupes. « *The large estates, the big commission agents and the sugar factories are white (though there are many Indian landowners and there is an Indian aristocracy of sorts); rural labour is indian; mulattoes are civil servants; Negroes are artisans, dockworkers, and fishermen; Chinese are in trade* »^[47]. Il est vrai que ce schéma commençait à être remis en question. Mais l'absence de sentiment national est manifeste dans une société fortement cloisonnée. Burton Benedict constatait que peu de Mauriciens s'identifiaient auprès des étrangers ou à l'étranger comme Mauriciens. La première identification se faisait avec le groupe ethnique plus réduit que le groupe national^[48].

Les années soixante furent ainsi marquées par d'innombrables incidents interethniques. Non seulement des affrontements après des matchs de football opposant des équipes porte-drapeau des diverses ethnies, mais aussi des assassinats comme celui perpétrés à Solférino en mars 1964 ou à Belle-Rose en février 1965. De violents affrontements entre hindous et créoles vont éclater au début de 1965 à Goodlands et à Grand Gaube au Nord, à Mahebourg et Trois Boutiques dans le Sud du pays, faisant plusieurs morts et nécessitant l'envoi de troupes britanniques dans la colonie. En 1968 des rixes entre des gangs de l'*underworld* de Port Louis, organisés sur une base ethnique et mal-

[44] *Annual Report of the Mauritius Police Force and on Crime for the year 1966*, p. 3.

[45] *Annual Report of the Mauritius Police Force and on Crime for the year 1970*, p. 1.

[46] Dupon J.-F., (1977), *Contraintes insulaires et fait colonial aux Mascareignes et aux Seychelles*, p. 1201.

[47] Naipaul, V.S., op. cit., p. 257.

[48] :Dupon J.-F., op. cit., p. 1203.

heureusement proches de certains politiciens, vont culminer en affrontements violents et meurtriers dans la capitale et à Goodlands^[49].

Cependant l'île Maurice ne deviendra pas un taudis tropical miné par d'interminables conflits interethniques. Les raisons sont multiples. Tout d'abord, le revenu national par tête d'habitant est, durant toute la décennie, supérieur à celui de nombre de pays du tiers-monde. Par exemple il se chiffrait à £ 80 en 1966 alors qu'au Ghana il était de l'ordre de £ 71, à Ceylan £ 44, en Inde £ 25, au Brésil £ 48 et au Portugal £ 90^[50]. Et on ne saurait sous estimer les réalisations de la décennie : construction d'une nouvelle autoroute, ouverture de l'Université de Maurice, inauguration de la station de télévision... etc. En outre, le fort taux de chômage est atténué par la persistance de la famille étendue. De même la consolidation de l'Etat Providence crée des filets sociaux contre l'exclusion et la désespérance.

Comme l'écrivait V.S. Naipaul « *This rudimentary welfare state has saved the society from collapse ; and the people who have benefited are the young. They are better educated and better fed than their parents. An excellent television service keeps them sharp and well informed. Their expectations are higher ; they are no longer part of the old serf society* »^[51]. En effet, l'Etat offrait, en sus des services de santé publique et d'éducation primaire gratuite, des allocations familiales pour trois enfants de moins de quatorze ans. De même, le budget de l'assistance sociale ne cessa d'augmenter. Après les cyclones de 1960, des contrats furent alloués pour la construction de 9000 logements sociaux sous le *Cyclone Housing Scheme*. Et à partir de 1966 des milliers de chômeurs furent embauchés comme *relief workers*. Certes le salaire était minime mais il assurait une subsistance à nombre de familles mauriciennes.

Quant au sentiment d'insécurité et de vulnérabilité des minorités ethniques, il fut atténué par la volonté ouvertement proclamée des autorités coloniales, soutenues par le Parti Travailliste et le *Independent Forward Block*, partis soutenus massivement par l'électorat hindou, de concilier le *majority rule* avec les *minority rights*. Institutionnellement cela se traduisit par le système de *best losers* qui garantissait une représentation équitable des différentes communautés à l'assemblée nationale, les Droits de l'Homme inscrits dans la constitution qui reconnaît, en outre, le droit à l'existence des écoles confessionnelles. De même, à la conférence constitutionnelle de 1965 le principe d'introduire le *Muslim Personal Law* dans les lois du pays est acquis. Et pour garantir le *rule of law*, selon la Constitution, le Commissaire de Police est indépendant du Ministère de l'Intérieur. Mais pour prévenir tout coup d'état l'île Maurice ne sera pas dotée d'une armée, le *Special Mobile Force* restant une unité auxiliaire de la force policière. De même, le poste d'Ombudsman est créé pour veiller à la bonne marche des institutions. Autre garantie : un traité de défense inédit avec la Grande Bretagne couvrant la sécurité interne du pays. Mais plus important est le concordat tacite entre l'élite émergente indo-mauricienne et la bourgeoisie historique franco-mauricienne sur un strict partage Etat-secteur privé sur une base ethnique. Et la grande coalition de 1969 entre le Parti Travailliste de Sir Seewoosagur Ramgoolam, le Comité d'Action

[49] Chan Low, L.J., « Les affrontements interethniques dans l'île Maurice de l'après-guerre », communication présentée au séminaire international *Vivre et penser l'inter culturel aujourd'hui*, Université de La Réunion/Mauritius Institute of Education, 3-5 nov., 1999.

[50] Sauzier G., op. cit.

[51] Naipaul V.S., op. cit., p. 262.

Musulman de Sir Razack Mohamed et le Parti Mauricien Social Démocrate de Gaétan Duval se voulait être une de réconciliation nationale.

Mais c'est de la rue, des *militants coaltars*, que viendra un autre combat pour l'unité nationale. *Enn sel lepep enn sel nasyon*: ce slogan du Mouvement Militant Mauricien, fondé à la fin des années soixante par des jeunes intellectuels, dont Paul Bérenger, les frères Jooneed et Shaffick Jeerooburkhan et Dev Virasawmy, marquera longtemps la génération du *baby boom*. Dès 1957, le sous-secrétaire d'état aux colonies, John Profumo, après une visite à l'île Maurice, soulignait que toutes les conditions étaient réunies pour l'émergence d'un parti d'extrême gauche dans la colonie^[52]. Et l'étude des rapports des services de renseignements révèle une surveillance minutieuse et permanente des activités des groupuscules à la moindre tendance communiste tel le *Mauritius Young Communist League*, de même que les journaux en langue chinoise pro-Pékin. Cependant après l'accession de l'île Maurice à l'indépendance, le MMM, parti révolutionnaire d'inspiration marxiste et tiers-mondiste, né en septembre 1969 dans la foulée d'une manifestation contre la visite de la Princesse Alexandra (dont le mari était un des gros actionnaires du puissant Groupe Lonrho) à l'île Maurice, va très vite combler le vide politique dans l'opposition laissée par la grande coalition. Pour ses dirigeants, jeunes universitaires issus de tous les groupes ethniques du pays et influencés par le courant new left des années soixante, l'île Maurice est profondément malade parce qu'elle est une « *néo-colonie avec des structures et schémas de pensée aliénés et aliénant qui sont entretenus par des appareils idéologiques et des structures administratives coloniaux. Elle est déchirée par des divisions communales, bloquée dans son développement par une organisation capitaliste de la société- marquée par une forte concentration de richesses aux mains d'une poignée de familles-, malade d'une classe politique moribonde soucieuse uniquement de ses avantages et intérêts* »^[53]. Le nouveau discours du M.M.M, axé sur la lutte anti-impérialiste, réclamant une véritable révolution dans les structures économiques et sociales du pays, la revalorisation de la langue créole, et l'émancipation de la femme -dans une *conservative wife beating society*^[54] où la scolarité des filles se poursuivait rarement au-delà du cycle primaire- va rapidement séduire toute une génération. Mais, paradoxalement, en canalisant les frustrations et les aspirations de la jeunesse mauricienne et en mobilisant son énergie derrière un projet de changement radical tout en relançant la lutte des classes, le MMM. va contribuer grandement à éviter le naufrage d'une société pluriethnique en proie à une crise aiguë de sous-développement.

Ainsi dans les années 70 ce sont essentiellement deux modèles de développement qui vont s'affronter et non deux visions ethnicisées de l'avenir du pays.

[52] PRO CO 1036/516, Report of M. Profumo on his visit to Mauritius, 17-23 June 1957, n.d.

[53] Oodiah, M. (1989), *Mouvement Militant Mauricien. 20 ans d'histoire*, 1969-1989, p. 5.

[54] Naipaul, V.S., op. cit. p. 261.